

# LA CARTOGRAPHIE COMME MAUVAISE ACTION

## Quelques réflexions à propos des Balkans

Michel SIVIGNON

Cette réflexion est le fruit d'une surprise, lorsqu'à une conférence que je faisais sur l'interprétation géographique du conflit yougoslave, un sociologue bosniaque me reprocha de reproduire une carte ethnographique extraite d'un numéro du National Geographic Magazine . Mais il me reprochait moins les inexactitudes ou les imperfections de la carte en question que la caution que je donnais à l'acte cartographique lui-même. La carte ethnographique aboutissait en effet nécessairement à classer les territoires et à les attribuer à des groupes ethniques différents. C'est ce classement qu'il récusait. Et au fond, il le récusait non pas pour ses défauts techniques, mais comme acte illégitime.

Ce qui amène à poser à travers l'histoire balkanique la question de la cartographie et de son rôle, dans l'élaboration des argumentaires nationaux et indirectement dans le déroulement des événements politiques.

Dans cette approche, strictement historique, il ne s'agit pas de se demander ce que la cartographie peut produire pour rendre compte des caractéristiques ethniques des populations dans un territoire donné ; il ne s'agit pas de rechercher une cartographie idéale mais d'étudier ce que l'activité cartographique a effectivement produit depuis un siècle et demi. Il s'agit d'examiner le corpus des cartes produites et d'en dégager les caractères.

### 1. Aux origines de la cartographie ethnographique

La cartographie ethnographique est intimement liée à la question nationale dans l'Europe centrale et orientale, à partir du début du XIXe siècle. Sur l'histoire de cette cartographie deux ouvrages sont riches de documents : celui de l'Anglais Wilkinson (11) et celui de Joelle Dalègre (5), qui vient d'être publié à l'Harmattan, malheureusement dépourvu de son appareil cartographique d'origine (la Thrace grecque : populations et territoire).

En outre, Jovan Cvijic, géographe serbe du début du siècle et orfèvre en la matière avait publié un article critique qui relevait une bonne partie des références disponibles à cette date : « Die ethnographische Abgrenzung der Völker auf der Balkanhalbinsel » (3).

Cvijic, qui a lui-même produit une carte ethnographique des Balkans dans son ouvrage La Péninsule balkanique (4) note que le premier à fournir une carte ethnographique de la région fut le tchèque Safarik (10) dans son livre Slowansky narodopis (Ethnographie des Slaves) ouvrage paru à Prague en 1842. Il s'agissait pour Safarik de souligner les limites territoriales entre Slaves et non-Slaves, dans l'ensemble du continent européen, avec une attention particulière aux Balkans. Pourtant Safarik avait été précédé par d'autres cartographes, comme F.A. O'Etzel qui avait publié en 1821 une Völkerkarte von Europa (9) où des limites territoriales sont définies pour les différents peuples. Mais les premières cartes sont à petite échelle et les limites qu'elles donnent sont tout à fait approximatives.

En outre, la liste des peuples qui figurent sur la carte mérite commentaire : certains peuples qu'on s'attend à trouver n'y figurent pas et, inversement on est surpris par la présence et surtout l'extension territoriale de groupes ethniques inattendus.

Les cartes s'améliorent grandement au cours du siècle et gagnent beaucoup en précision. Déjà la carte de Safarik (10) permet d'attribuer des caractères ethnographiques à presque chaque village. L'échelle change donc, ce qui suppose une information locale exacte.

Par ailleurs les cartes deviennent beaucoup plus nombreuses à partir de 1870, en liaison avec les événements politiques (crises russo-turques). Une mention particulière doit être accordée aux cartes de l'Allemand Kiepert (1867, 1869, 1876) qui rencontrent une grande faveur politique (8). Cette faveur tient à leurs qualités propres,

mais aussi à la coïncidence entre leur parution et les progrès de la puissance prussienne qui cherche précisément à réaliser l'adéquation entre la distribution des peuples germaniques et les frontières politiques du royaume de Prusse puis de l'empire allemand. La définition allemande de la nation, comme une communauté de peuples que réunissent des caractéristiques communes comme la langue rend indispensable la carte ethnographique comme instrument politique.

La guerre des duchés, avec le Danemark en 1864, puis la guerre franco-prussienne de 1870 illustrent ce recours à la carte ethnographique.

Dans les deux cas, l'argument ethnique vient justifier la conquête : les nouvelles frontières politiques dépassent les limites des parlars germaniques, au profit du vainqueur, mais dans les deux cas, on mobilise les cartes ethnographiques à l'appui des revendications prussiennes, aux dépens du Danemark dans un cas, de la France dans l'autre. Et dans un cas comme dans l'autre, on mobilise les cartes sans solliciter l'avis des populations intéressées, au contraire de ce qui avait été fait quelques années plus tôt, pour la Savoie et le Comté de Nice.

Dans les Balkans, la mobilisation cartographique présente une autre ampleur. L'exemple le plus frappant est peut-être celui de la crise russo-turque de 1876-1878. On ne peut en effet manquer d'être frappé par la ressemblance très marquée entre les cartes ethnographiques, au premier rang desquelles celle de Kiepert (8) et les limites proposées par les Russes pour la Bulgarie au traité de San Stefano. Toutes les terres de peuplement bulgare sont généreusement incluses à l'intérieur des limites territoriales du nouvel état. Pour favoriser les Bulgares, on interprète les cas litigieux. Par exemple, du côté des Serbes, on attribue à la Bulgarie la région de Pirot. Du côté du sud-est, la frontière proposée à San Stefano tient compte des villages de population macédonienne du lac Prespa, mais déborde sur la zone de peuplement albanais, jusqu'à englober Korça, qui en dépit de son nom slave n'est à cette date peuplé que d'Albanais. Considérons la frontière bulgare du côté du sud : elle tient compte de la distribution du peuplement slave, qui parvient jusqu'aux portes de Salonique, mais elle déborde la limite ethnique, particulièrement au nord de Serrès.

Or le traité de San Stefano avec la carte qui l'accompagne n'a jamais été appliqué, car trop favorable aux intérêts russes. L'Angleterre obtient qu'il soit remis en chantier : ce sera en définitive le traité de Berlin, d'où sort une Bulgarie d'étendue beaucoup plus limitée, ne comprenant que les plateaux entre le Balkan (ou Stara Planina) et le Danube et aussi le bassin de Sofia.

Le traité de San Stefano n'aura donc produit qu'une carte, celle de la grande Bulgarie. Mais cette Bulgarie idéale deviendra la référence de tous les Bulgares. Le traité, même non suivi d'effet a légitimé la carte, symbole et représentation du but politique à atteindre. Durant les deux guerres mondiales, la Bulgarie choisit son camp de la façon la plus appropriée à réaliser cet idéal. Malheureusement pour elle, ce sera le camp des perdants.

La seconde période de foisonnement des cartes ethnographiques commence en 1909 avec la révolution jeune turque, se poursuit avec les guerres balkaniques et se clôt par les traités qui mettent fin à la Première Guerre Mondiale.

La dernière phase de production cartographique intense correspond à l'éclatement de la Yougoslavie (1990-1995).

Durant ces quatre années, la presse quotidienne et périodique a produit un très grand nombre de cartes, dont beaucoup sont redondantes.

## **2. Les cartes ethnographiques et leur contenu**

Les cartes ethnographiques ressortissent à deux types : les unes présentent les territoires occupés par les différents groupes ethniques, dont la liste est définie préalablement, cependant que les autres représentent des établissements culturels, comme les églises, les monastères ou les écoles.

Les cartes des aires linguistiques ou religieuses, c'est-à-dire celles du premier type, sont de loin les plus nombreuses. Elles visent, toutes, à faire apparaître la répartition spatiale des diverses ethnies et par là même elles confortent, par l'argument graphique, l'idée selon laquelle la carte des états devrait correspondre à celle des nationalités. La cartographie milite en quelque sorte pour l'éclatement des empires multinationaux ou encore, en sens inverse, pour le rattachement des terres irrédentes.

Sur le plan de la technique cartographique, les procédés de représentation mis en œuvre sont très simples : ce sont des figurés de surfaces en à plat soit en noir et blanc, soit en couleurs. Cette technique présente l'inconvénient de ne pas permettre de figurer les mélanges ethniques. Pourtant, le mélange ethnique est représenté par un système de hachures dès la carte de Kiepert en 1876 (8). Cependant, dans ce dernier cas, on ne voit de mélange que dans le sud-est de l'Europe. L'Europe centrale ne présente pas de zone à population mixte, représentée par des hachures. Pas de hachures dans la plaine pannonienne. Par exemple, d'une façon surprenante, le Banat, où pourtant la population comporte des Slaves, des Roumains, des Hongrois, des Allemands, est représenté non pas à l'aide de hachures ou de bandes parallèles alternées dont la couleur correspond à chacune de ces nationalités, mais par des taches juxtaposées de diverses couleurs. En revanche, toute la Thrace et toutes les plate-formes bulgares orientales sont traitées avec des bandes alternées représentant Turcs et Bulgares, ou encore, près de la Mer de Marmara Turcs et Grecs.

Il est clair que cette différence de traitement entre Europe centrale et Europe du sud-est vient d'abord de la précision des informations dont bénéficie le cartographe : cette précision est bien meilleure en Europe centrale.

Si la technique des bandes alternées permet de rendre compte des mélanges, à l'échelle d'une région, depuis la seconde moitié du XIXe siècle, c'est seulement au XXe siècle qu'on voit apparaître des cartes ethnographiques qui introduisent d'autres notions, comme celle de densité de population. Les cartes confectionnées par De Martonne pour exposer la composition ethnique de la Roumanie (6) sont de ce type.

De Martonne introduit aussi une relative nouveauté, la représentation différenciée de la composition ethnique des villes, ce qui permet de rendre compte des oppositions entre villes et campagnes dans ce domaine.

L'exactitude des cartes dépend aussi de l'échelle de la carte. Prenons la carte dressée par l'état-major hellénique (7) pour l'Épire du Nord, ou si l'on préfère l'Albanie méridionale. Cette carte donne la population de chaque village et pour chaque ville, avec un signe proportionnel à chacun des deux groupes, Grec et Albanais. Dans un tel cas, on a une image fidèle, mais bien entendu cette carte n'est publiable commodément que pour des surfaces restreintes, compte tenu de son format. En outre reste la question de l'attribution des populations aux groupes ethniques considérés, mais ceci est une autre histoire.

Les cartes des « équipements » (églises, monastères, écoles) constituent un second type de carte. Ici, on ne s'attache plus aux populations, mais à un certain nombre d'équipements culturels et cultuels visibles avec l'idée sous-jacente qu'ils sont un témoignage incontestable sur l'appartenance nationale des populations qu'ils desservent. Ce type de carte est apparu dans la question de Macédoine dans les premières années de ce siècle, au moment où dans un empire ottoman secoué par la révolution jeune-turque de 1909, les Grecs, les Serbes et les Bulgares se disputent la province. Ce sont naturellement les Grecs qui produisent le plus volontiers ces cartes, parce qu'ils sont les bénéficiaires de l'effort de scolarisation le plus ancien et parce que le clergé grec a longtemps été le seul reconnu par le sultan, avant la reconnaissance de l'exarchat bulgare.

Du même type, mais avec une logique différente sont les cartes de l'appropriation foncière, qui montrent, à l'intérieur de chaque circonscription administrative la part de terre possédée par les ressortissants des différents groupes ethniques. Là encore, il n'est pas surprenant que les Turcs produisent volontiers ces documents (comme la carte de la Thrace indiquant les propriétés foncières de Ghalib Kemal 1919, citée par Joelle Dalègre) ; en Thrace occidentale, les Turcs possèdent 79 % de la terre. Ils en concluent la légitimité de leurs revendications.

## **Les formes de la dérive cartographique : les dessous des cartes**

Les choix des catégories représentées se situent en amont de la carte : là réside une première possibilité de choix et donc d'interprétation.

Dans la carte de F.A. O'Etzel (9), la catégorie Walachen par exemple (les Valaques pasteurs) figure dans la plaine hongroise, dans le territoire des Magyars, mais aussi, de manière exclusive dans un vaste secteur à cheval sur la Roumélie orientale et la Macédoine (en gros dans le massif du Rhodope) : de toute évidence, on a voulu tenir compte pour leur attribuer un territoire des bergers spécialisés qui à cette époque transhument entre ces montagnes et les plaines voisines : ils portent le nom générique de Vlahi. Ces pasteurs dits Valaques sont de langue roumaine mais le terme communément utilisé englobe aussi les pasteurs hellénophones dits Sarakatsani ou Karakatchani. Mais, contrairement à ce qu'indique la carte, ces pasteurs sont toujours très minoritaires au sud du Danube et mêlés à d'autres peuples au sein du territoire desquels ils jouent un rôle économique et social particulier. Ils n'ont jamais de territoire, même montagnard qui leur appartienne en propre. Faute de pouvoir ou de vouloir les représenter comme une minorité dispersée, on leur attribue en exclusivité une terre.

Dans ce cas, comme dans les cas semblables, on ne sait pas toujours ce qu'il faut incriminer : l'ignorance du cartographe ou bien les buts politiques particuliers qu'il poursuit.

Reprenons l'exemple développé plus haut de la carte ethnographique de l'Épire du nord (7). Si la notice distingue bien Albanais et Grecs, elle est muette sur le critère qui permet de les distinguer. Or ce critère n'est pas celui de la langue, mais celui de la religion. Tous les orthodoxes sont considérés comme grecs et tous les musulmans comme albanais. On peut en faire la démonstration pour la ville de Korça. La carte y dénombre 11453 Grecs et 4000 Albanais. Le premier chiffre est fondé sur les statistiques de l'église orthodoxe et le second sur une estimation grossière. Or les témoignages de la même période, au premier rang desquels celui de l'envoyé de la Société des Nations, le Finlandais Sederholm, attestent que la population de Korça est presque exclusivement albanophone, ce qui n'exclut pas qu'une partie comprenne et parle le grec puisque la majorité des écoles est grecque et que les popes disent l'office en grec. L'état-major hellénique a donc considéré comme grec tout ce qui va à l'église et comme albanais tout ce qui va à la mosquée. Fondée sur ces considérations, la carte n'a évidemment qu'une précision illusoire.

La carte dressée par Jovan Cvijic dans son ouvrage La péninsule balkanique (4) présente un autre exemple du caractère contestable des classifications : celui de l'Albanie septentrionale. On remarque que toute la partie septentrionale de l'Albanie comporte des bandes alternées qui figurent d'une part des Albanais et d'autre part des « Serbes albanisés ». En inventant cette catégorie, Cvijic vise à justifier les prétentions de la Serbie sur l'Albanie septentrionale pour s'y ouvrir un débouché maritime.

### **3. L'impossible cartographie du bon voisinage**

Ces travers de l'utilisation de l'outil cartographique sont bien connus depuis longtemps. Mais il convient de considérer moins ces procédés techniques plus ou moins dévoyés que la philosophie générale de l'ensemble du corpus des cartes confectionnées durant cent cinquante ans pour représenter la composition ethnique de l'Europe du centre et de l'est.

Toutes ces cartes ont été dressées dans une ambiance politique favorable au principe des nationalités, selon lequel le découpage territorial idéal de l'Europe est celui où les frontières des états correspondent aux limites des aires occupées par les nations. La distribution spatiale des nationalités au sein de l'Empire austro-hongrois visible sur une carte peut être aisément mobilisée comme argument en faveur de son éclatement et il est en revanche bien plus difficile de concevoir une carte qui montre ces mêmes nationalités vivant en bonne intelligence, ou encore de construire une carte plaidant pour les solidarités économiques nécessaires à l'intérieur de ce vaste espace. On peut faire la même remarque à propos de l'empire ottoman. Les cartographes et leurs cartes ont participé à une lutte politique qui de surcroît apparaissait comme la lutte de la démocratie

contre l'autocratie. Ils pouvaient donc dessiner leurs cartes avec bonne conscience.

Inversement, ceux qui plaident pour l'acceptation des frontières et qui sont hostiles à leur remise en cause, ne produisent pas de cartes ethniques. Jacques Ancel qui est pourtant dans l'entre-deux guerres un des rares géographes français à s'être occupé de géographie politique, ne produit aucune carte ethnique, ni dans sa thèse (2), ni dans son petit livre *Peuples et nations des Balkans* (1), réédité par le Comité des travaux historiques et scientifiques avec une carte ethnographique sur sa couverture, qui, involontairement sans doute, est en contradiction avec l'esprit de la première édition de l'ouvrage.

Cette dernière remarque se vérifie aussi dans l'attitude des états : aucune carte ethnographique dans les publications officielles grecques ou bulgares. La Roumanie a publié des cartes ethniques après la Première Guerre Mondiale mais pas après la seconde. Les états qui refusent ou minimisent la notion de minorité ethnique ne donnent au mieux que des données nationales pour les groupes linguistiques, ce qui interdit de les cartographier. Inversement les états fédéraux (Yougoslavie et Union Soviétique) fournissaient en abondance les données ethnographiques et les cartes correspondantes. On peut être sûr que ces cartes ont été largement utilisées dans l'argumentation favorable à l'éclatement de ces deux états.

Directement ou indirectement, soit parce que la division en états-nations correspondait à leur idéal politique, soit parce que eux-mêmes et leurs travaux ont été manipulés et utilisés les faiseurs de cartes ethnographiques ont été d'un grand secours pour les tenants du nationalisme, y compris du plus excessif. Dans les faits, les géographes fabriquent de la différenciation spatiale ; les nationalistes de tout poil aussi. Ils se sont bien souvent retrouvés.

## **Bibliographie**

1. ANCEL, Jacques, *Peuples et Nations des Balkans*, A. Colin, 1930, réédition, Comité des travaux historiques et scientifiques CNRS, 1992.
2. ANCEL, Jacques, *La Macédoine, son évolution contemporaine*, Delagrave, 1930.
3. CVIJIC, Jovan, « Die ethnographische Abgrenzung der Völker auf der Balkan Halbinsel », *Petermanns Geographische Mitteilungen*, 1913.
4. CVIJIC, Jovan, *La Péninsule balkanique*, A. Colin, 1918.
5. DALEGRE, Joelle, *Populations et territoire en Thrace Grecque*, L'Harmattan, 1997.
6. DE MARTONNE, Emmanuel, « Essai de carte ethnographique des pays roumains », *Annales de géographie*, 1920.
7. GRAND QUARTIER GENERAL HELLENIQUE, Etat-major 2e Bureau, *Carte ethnographique de l'Epire du nord en 1913*, Athènes, 1919.
8. KIEPERT, H., *Ethnographische Übersichtskarte des Europäischen Orients*, 1/3'000'000, Berlin, D. Raimer, 1876.
9. O'ETZEL, F.A., *Völkerkarte von Europa*, 1821, (cité par Wilkinson).
10. SAFARIK, P.J., *Slowansky narodopis*, Prague, 1942.
11. WILKINSON, R.H., « Maps and politics : a review of cartography of Macedonia », *Liverpool Studies in Geography*, University Press, 1951.